

Éric Corijn

GILLES PINSON



Qu'est-ce qui a motivé la création du Brussels Studies Institute ?

Le BSI est le produit d'une longue gestation au sein de la société civile bruxelloise. Depuis l'année 2000, lors de laquelle Bruxelles était la Capitale européenne de la culture, l'inadéquation entre l'organisation institutionnelle bicommunautaire de la Région Bruxelles-Capitale¹ et le travail social, culturel et artistique dans une ville de plus en plus multiculturelle et cosmopolite devenait évidente. Au sein de *think tanks* et d'organisations de la société civile bruxelloise, des initiatives artistiques, des journées d'études exprimaient le désir de formuler un projet de ville au-delà des querelles belgo-belges et à la hauteur des réalités et des fonctions internationales de

1 | Depuis la réforme constitutionnelle de 1970 qui ouvre la voie à la fédéralisation de la Belgique, la Région Bruxelles-Capitale – à ne pas confondre avec la Ville de Bruxelles – est une des trois régions qui composent le pays. Toutefois, il faut attendre 1989 et le vote d'une loi spéciale pour que cette région soit dotée, à l'instar des deux autres régions, d'institutions – un parlement, un exécutif, une administration et des ressources – et de compétences – aménagement du territoire, urbanisme, logement, environnement, économie, transports, énergie, recherche, relations extérieures – lui permettant de se gouverner elle-même. Enclavée dans la région flamande, Bruxelles-Capitale regroupe 19 communes et 1 180 531 habitants en 2016. Pour compliquer le tableau, il faut préciser que les réformes institutionnelles belges ont créé, aux côtés des Régions, les communautés qui ne gouvernent pas un territoire, mais des communautés linguistiques francophone, néerlandophone et germanophone. Ces communautés, dotées comme les régions d'un parlement, d'un gouvernement et de ressources propres, gèrent les compétences de la culture, de l'éducation, de la recherche et de l'aide aux personnes. Au sein de Bruxelles-Capitale, ces compétences sont prises en charge par la Commission communautaire française (COCOF) côté francophone, et la Vlaamse Gemeenschapcommissie côté néerlandophone.

Philosophe et sociologue de formation, Éric Corijn est professeur en études urbaines à la Vrije Universiteit Brussel (université libre de Bruxelles, néerlandophone). Ses travaux portent sur les liens entre la mondialisation et l'urbanité, les cultures urbaines et la manière dont la question du multiculturalisme travaille les communautés politiques. Convaincu que Bruxelles est un laboratoire des transformations qui agitent la culture et les villes, il a créé le Brussels Studies Institute, une plate-forme interuniversitaire de recherche sur Bruxelles. Il est aussi directeur de la Brussels Academy, interface entre la recherche et la société civile, qui offre, notamment, des formations à destination des employés des institutions internationales qu'accueille la capitale belge et qui pratiquent souvent la ville sans la connaître. De ces sessions de formation a été tiré un ouvrage collectif, *The Brussels Reader*, VUBPRESS, 2013, 400 p.

la ville. Cela a mené au lancement en 2008 des États généraux de Bruxelles. Un grand débat est organisé, mobilisant les syndicats, le patronat, les comités de quartier, le secteur culturel et le monde associatif. Les trois universités et quelque cent chercheurs sont sollicités pour produire des notes vouées à nourrir les débats. Ainsi, les universitaires sont entraînés dans une collaboration transcendant les clivages linguistiques et dans un travail les mettant directement en rapport avec les pratiques diverses de la ville. Une vraie « société du savoir » se met alors en marche.

De cette expérience découle une convention entre toutes les universités, à Bruxelles, visant à mettre en réseau leurs recherches sur la ville et la métropole. Le BSI a démarré en 2012 et compte actuellement 29 centres de recherches associés. Le BSI organise des recherches, des journées d'études, collabore avec *Brussels Studies*, une revue scientifique tri-

lingue qui sort un article chaque mois et organise chaque année une Nuit du savoir sur Bruxelles, grand public et festive. Le BSI est devenu l'interface reconnue entre les universités, les administrations et la société civile. Il a donné naissance à une recherche collaborative dans un milieu académique plutôt concurrentiel.

Qu'est-ce que Bruxelles a de spécifique et d'universel ? Bruxelles, c'est une métaphore de quoi ?

Il y a bientôt dix ans, j'ai défini Bruxelles comme une « *petite ville mondiale* ». Relativement petite : 1,2 million d'habitants. Mais prise dans le tourbillon de la mondialisation qui l'a changée profondément en quelques décennies. Dans les années 1970, Bruxelles était la capitale et la première ville industrielle de la Belgique. Maintenant l'industrie est partie, les ouvriers sont pour beaucoup d'entre eux au chômage et la ville est devenue une ville

tertiaire internationale, siège des institutions européennes et de l'Otan. La majorité de la population n'a plus de références belgo-belges ; plus de 60 % des ménages sont multilingues ; 120 000 emplois sont directement liés aux fonctions internationales.

Et cette évolution s'est faite dans un contexte de réforme de l'État belge rendue nécessaire par les tensions communautaires qui traversent le pays. Mais cette réforme s'est basée sur les idéaux de l'État-nation du XIX^e siècle : un peuple, un territoire, une langue, une culture... Bref, une structure étatique à l'opposé de l'urbanité cosmopolite que Bruxelles incarne aujourd'hui ! Voilà une tension très intéressante pour un chercheur. À Bruxelles, les contradictions entre la formule de l'État-nation et la réalité d'une ville dans la mondialisation sont évidentes. Surtout que, à Bruxelles, les autorités locales (la Région) n'ont pas de compétences culturelles, qui sont tenues par les deux communautés instituées qui organisent leurs propres écoles, centres culturels, clubs sportifs, musées, théâtres, etc. Voilà un bel exemple de comment la communautarisation et l'urbanité s'opposent. On peut dire que Bruxelles est la métaphore de l'urbanité tendant vers une société postnationale.

Vous insistez dans vos travaux sur la nécessité de prendre en compte l'hyperdiversité culturelle qui caractérise les sociétés et les villes contemporaines. Après les attentats de Paris puis de Bruxelles, le multiculturalisme a été pointé du doigt. Comment réagissez-vous à la tournure qu'a pris le débat sur le multiculturalisme ?

La société multiculturelle est un fait. Il y a plusieurs religions, plusieurs langues, plusieurs nationalités, subdivisées elles-mêmes en appartenances régionales, styles de vie ou autres obédiences. C'est cela la superdiver-

« La société urbaine est forcément interculturelle, inter-linguistique, inter-religieuse... »

sité qui mène à une absence d'identité référentielle. Et quand cela s'ajoute à des exclusions et discriminations structurelles, il y a des tendances de plus en plus fortes de communautarisation. Et n'oublions pas qu'en Belgique trois communautés linguistiques ont, en plus, leurs propres institutions. Donc, oui, il y a un problème de communautarisme en rapport avec un manque de socialisation. La formation d'une société commune est entravée par le manque de moyens, dans l'ambiance générale des politiques d'austérité, et par l'entretien de cette utopie qui consiste à penser que le seul moyen de « faire société », c'est de la construire sur la base d'une seule et unique communauté, LA communauté nationale.

La Belgique est un pays tiraillé par des tensions communautaires multiples (linguistiques, ethniques, etc.) et en voie de fédéralisation avancée. Quel rôle Bruxelles et les villes peuvent jouer dans ce processus ?

Justement, « faire ville ensemble » nécessite de décentrer la socialisation du communautaire. Dans la conception de l'État moderne, qui ne se base plus sur une religion d'État mais bien sur une culture d'État, la société politique est pensée comme le prolongement de la communauté nationale. C'est ce qui, fondamentalement, légitime les politiques d'intégration, d'assimilation. Mais, dans une société multiculturelle, la socialisation ne peut se penser dans la prolongation d'une culture spécifique ; surtout si on veut éviter la domination d'une culture sur les autres. De son côté, la cité, la *polis*, la république urbaine n'a pas de culture propre. Une ville est forcément composée de différences, de multiples communautés.

Ces communautés ne vont pas s'intégrer dans une communauté culturelle ou religieuse unique de référence. Mais pour faire communauté en ville, il faut justement accepter le manque de communauté de référence, l'impossibilité de faire société sur la base d'une seule communauté de référence. La société urbaine est forcément interculturelle, interlinguistique, interreligieuse... Bruxelles tient la Belgique ensemble, sans Bruxelles le pays se serait divisé en deux... Bruxelles n'est donc pas le problème de la Belgique, c'est plutôt la solution ! Elle montre la voie, la dynamique du mélange, du vivre ensemble sur la base de la différence. Une territorialisation monoculturelle n'est pas possible avec cette Bruxelles entre deux. D'autres villes, comme Prague ou Bratislava, ont été embarquées dans le nationalisme de la scission. Par contre, les villes transfrontalières montrent les limites du nationalisme dans une mondialisation planétaire.

Vous dites souvent qu'« une ville, ça n'est pas un pays ». Qu'est-ce que cela implique pour vous ?

Un pays construit son imaginaire sur une histoire commune, une grande histoire glorieuse, construite pour les besoins de la cause. Cette histoire génère identité et traditions. C'est dans ce cadre que la démocratie et la culture représentatives peuvent se développer en montrant la diversité interne, mais aussi en maintenant les institutions et l'identité. Et tout cela est contenu dans un territoire bien délimité.

Si nous, à Bruxelles, devons construire la cohésion sociale sur une histoire commune, nous sommes foutu avant de commencer ! Nous n'avons pas de passé partagé, nous venons tous d'ailleurs. Dans une ville super diversifiée, l'imaginaire commun dépend d'un destin, d'un projet, d'un futur. Le projet de ville unifie dans la mesure

où il projette un avenir pour toute la population. Et ce destin n'a pas d'identité forte, mais il est hybride, produit de métissage. Et, dès lors, il ne peut être simplement représenté. La crise de la démocratie représentative est typiquement urbaine. La ville a besoin de démocratie participative, de coproduction, de gouvernance, en partenariat entre le politique et la société civile. Et tout cela n'est, surtout en métropole, pas administrativement délimité. L'espace urbain est multiéchelle, et surtout en réseau.

Voilà, d'un point de vue analytique, comment les catégories «pays» et «ville» s'opposent. C'est aux recherches urbaines de désigner, dans chaque cas, comment le national et l'urbain se conjuguent, quelle est la dialectique entre les deux, surtout sous l'effet de la mondialisation. Voilà le triangle à étudier : système-monde, système des États-nations, villes en réseaux.

Vous êtes très engagé dans l'initiative du Parlement global des maires, lancée par le philosophe états-unien Benjamin Barber. Pouvez-vous nous en dire quelques mots et nous expliquer ce qui vous motive dans cette entreprise ?

Je travaille depuis plus de quinze ans avec Benjamin Barber. Il a toujours été motivé par la défense de la démocratie prise entre l'enclume du marché mondial néolibéral et le marteau du fondamentalisme, entre « *McWorld* » et « *Jihad* »¹. Il a lancé après le 11 septembre 2001 un mouvement citoyen autour de la question de l'interdépen-

dance. C'est dans ce cadre que nous avons discuté de la mondialisation en tant qu'urbanisation, et donc de l'importance des villes. Cela a conduit à la parution, en 2013, du livre *If Mayors ruled the World*.² Une des idées de ce livre, selon laquelle les maires des grandes villes devraient prendre davantage de responsabilités géopolitiques, a eu un écho important dans les grandes métropoles. Ne laissons pas la gestion de la planète aux seules

« **La grande ville est plus proche des défis du monde** »

maïns des États-nations et des traités internationaux, lesquels ont prouvé leurs limites. Engageons-nous en tant que villes !

C'est exactement cette question qui a été discutée lors de la session inaugurale du Global Parliament of Mayors, à La Haye, le 8-12 septembre 2016. J'y ai pris une part active, comme membre du *Advisory Board* et en prononçant le discours inaugural de la conférence plénière. L'objectif était de formuler l'agenda des défis systémiques planétaires non pas du seul point de vue des intérêts des pays, mais avec une approche urbaine. Je pense que la grande ville est plus proche des défis du monde, que les urgences planétaires rencontrent les nécessaires transitions urbaines et que, dans la plupart des cas, les États-nations bloquent cette synergie.

La ville et l'urbanité sont-elles, selon vous, associées à des valeurs ? Et si oui, lesquelles ?

Le monde est à la recherche d'une démocratie revitalisée, d'une gouvernance effective. Depuis quelques décennies, la mondialisation est accompagnée par l'idéologie néolibérale qui nous explique, depuis 1989 et la chute du Mur de Berlin, que le marché, la privatisation et la dérégulation,

la liberté et la démocratie, sont indissociables. Nous arrivons à la fin de ce cycle. Il devient de plus en plus clair que, pour maintenir le marché et les intérêts privés, il faut restreindre les libertés et la démocratie. La mondialisation néolibérale engendre un autoritarisme et des atteintes aux libertés. Comme à l'apogée du stalinisme, il est temps d'en faire l'inventaire !

Il nous faut donc inventer une autre forme de mondialisation, avec des formes étatiques et de gestion plus démocratiques, encore plus participatives. Pour cela, nous devons relever trois défis systé-

miques : changer notre rapport à la nature, combattre réellement les inégalités sociales et construire une socialité acceptant la différence. Les mêmes défis se posent pour le projet urbain : construire un écosystème métropolitain durable, garantir le droit à la ville en instaurant un vrai bien commun urbain et construire une société cosmopolite postnationale. Je pense que nous devons faire du XXI^e siècle un nouveau siècle des Lumières nous amenant à réfléchir à la manière d'adapter production et consommation aux normes écosystémiques, à la manière dont le marché et l'État peuvent garantir une bonne vie à chacun et ce non seulement dans les déclarations mais dans les faits, et, finalement, à la manière de mettre nos écoles, nos arts, nos cultures au service du vivre ensemble sur la base de la différence. Il s'agit là d'un décirement radical par rapport à la voie tracée par les révolutions industrielle et politique des XVIII^e et XIX^e siècles et l'État-nation, qui en est sorti renforcé. Il me semble clair que pour ne pas aller dans le mur, il ne suffira pas de ralentir un peu ou de corriger légèrement : il faudra vraiment changer de voie. J'ai l'impression que les villes en sont davantage capables que les États, et que les sociétés civiles urbaines seront plus efficaces que les politiques nationales. On verra. —

1 | Dans *Djihad vs. McWorld*, paru en 1995, Barber dénonce une mondialisation néolibérale qui, en privilégiant les intérêts des grandes firmes multinationales et en imposant une culture médiatique et marchande uniforme, provoque des réactions de repli identitaire prenant la forme de mouvements nationalistes extrêmes et du radicalisme religieux. Pour B. Barber, ces deux phénomènes se nourrissent réciproquement et posent des menaces sérieuses pour la démocratie et la paix. Les événements du 11 septembre 2001 allaient donner un large écho aux thèses de Benjamin Barber.

2 | B. Barbes, *Et si les maires gouvernaient le monde ? Décadence des États, grandeur des villes*, Rue de L'échiquier, 2015.